



Westminster & City News

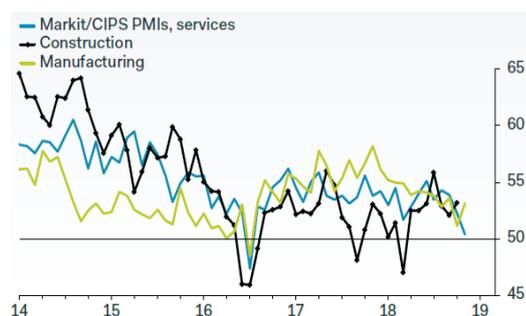
NUMÉRO 45

Du 30 novembre au 06 décembre 2018

ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE

INDICATEURS MACROÉCONOMIQUES

Les PMI indiquent un ralentissement des performances économiques au T4 – Les *purchasing managers' index* d'IHS [Markit](#) indiquent que la croissance trimestrielle devrait se situer autour de 0,1 % au T4 (après 0,6 % au T3), soit en-dessous de la prévision du Comité de politique monétaire à 0,3 %. En novembre, la moyenne pondérée des PMI a atteint son niveau le plus faible depuis le référendum, tirée par la forte baisse du PMI des services alors que les PMI manufacturiers et de la construction, qui restent à des niveaux relativement faibles, ont légèrement augmenté. Ce ralentissement reflète essentiellement le poids des incertitudes associées au Brexit.



La prime liée au niveau d'études est modérée pour les jeunes actifs – D'après l'[Institute for Fiscal Studies](#), les hommes britanniques de 29 ans gagnent en moyenne 25 % de plus lorsqu'ils ont fait des études supérieures contre 50 % pour les femmes. Toutefois, l'impact des études sur les revenus (corrige des autres déterminants dont surtout la richesse du ménage d'origine) serait seulement de 6 % pour les hommes contre 26 % pour les femmes. Cette différence entre sexes s'explique surtout par le fait que les femmes ayant suivi des études supérieures ont tendance à travailler plus d'heures. Aussi, cet impact relativement faible pour les hommes peut s'expliquer par le fait que les sujets étudiés n'ont que 29 ans. L'écart de rémunération associé à l'éducation supérieure aurait tendance à croître avec l'âge des hommes alors que cette tendance est moins évidente pour les femmes. L'impact sur les revenus diffère considérablement en fonction de la discipline étudiée : l'économie et la médecine seraient les plus lucratives alors que les arts créatifs, l'anglais et la philosophie auraient même un impact négatif sur le revenu des hommes.

L'augmentation du salaire minimum n'aurait pas significativement affecté l'emploi – À l'occasion de la publication de son [rapport](#) annuel, la *Low Pay Commission* (LPC), chargée de l'établissement de recommandation pour le gouvernement dans le cadre de la fixation des salaires minimums, a déclaré que l'introduction en 2015 du *National Living Wage* (NLW) – soit un salaire minimum bien plus élevé pour les travailleurs de plus de 25 ans – et son augmentation auraient eu un effet minimal sur l'emploi. Elle recommande que le NLW poursuive sa hausse pour atteindre la cible de 60 % du revenu médian d'ici 2020. Il passerait ainsi de 7,83 £/h aujourd'hui à 8,21 £/h en 2020 pour le 1,6 million de travailleurs directement concerné. La LPC a néanmoins fait savoir que ses recommandations reposent sur un scénario de sortie de l'UE relativement souple et qu'elles pourraient ne plus être appropriées en cas de no deal. Une détérioration de l'environnement économique pourrait amener à reporter les objectifs pour préserver l'emploi.

COMMERCE ET INVESTISSEMENT

Le stock d'IDE net du RU est pour la première fois déficitaire en 2017 – D'après l'[ONS](#), le stock d'investissements directs à l'étranger (IDE) britanniques s'est établi à 1 313 Md£ en 2017, en hausse de 38 Md£.

Cette augmentation a néanmoins été plus que compensée par la hausse de 149 Md£ du stock d'IDE au RU, qui est ainsi de 1 336 Md£ en 2017. Le stock d'IDE net du RU est ainsi de -23 Md£. C'est la première fois que ce solde est déficitaire depuis que l'ONS a commencé à enregistrer ces données. Sur le plan géographique, le stock d'IDE britanniques a principalement augmenté en Suisse (+28 Md£) et aux États-Unis (+20 Md£) alors qu'il a fortement diminué aux Pays-Bas (-22 Md£). La hausse du stock d'IDE au RU résulte quant à elle essentiellement de la hausse des stocks d'IDE des Territoires britanniques d'outre-mer (+35 Md£), du Japon (+32 Md£), de l'Espagne (+20 Md£) et de la Suède (+16 Md£). Selon l'ONS, le stock d'IDE de la France au RU a diminué de 9 Md£ en 2017 à 57 Md£, tandis que le stock d'IDE britanniques en France a augmenté de 7 Md£ à 79 Md£.

Les acquisitions au RU par des entités étrangères diminuent de 2,6 Md£ au troisième trimestre – Selon l'[ONS](#), les acquisitions d'entreprises présentes au RU par des entités étrangères se sont établies à 3,5 Md£ au T3 2018 contre 6,2 Md£ le trimestre précédent. Cette diminution s'explique par la baisse du nombre d'opérations et la valeur relativement faible des transactions, qui étaient toutes inférieures à 1 Md£. Les cessions d'entreprises présentes au RU par des entités étrangères ont également diminué à 1,8 Md£ au T3, contre 3,2 Md£ au T2 et 7,5 Md£ au T1. Les acquisitions d'entreprises à l'étranger par des entités britanniques ont en revanche légèrement augmenté à 4,5 Md£, bien qu'elles restent inférieures au niveau record atteint au T3 2017 (51 Md£) en raison de l'acquisition de Reynolds par British American Tobacco (50 Md\$US selon la presse). Enfin, les cessions d'entreprises à l'étranger par des entités britanniques sont en hausse au T3 à 4,8 Md£, contre 2,8 Md£ au T2 et 2,3 Md£ au T3. Aucune opération notable impliquant une entité française n'a été relevée par l'ONS.

ACTUALITÉ FINANCIÈRE

BREXIT

La BoE pourrait assouplir les règles de fonds propres des banques en cas de menace sur la stabilité – Les [conclusions](#) publiques du *Financial Policy Committee* révèlent que la BoE serait prête à soutenir l'économie britannique en abaissant le coussin de capital contracyclique, un mécanisme qui garantit que les banques disposent de capital liquide suffisant, en cas de choc ou de menace pour la stabilité du système financier. La BoE abaisserait ce taux à 0 % (1 % des actifs aujourd'hui), libérant ainsi 250 Md £ de capital. Dans une [lettre](#) adressée au chancelier de l'Échiquier, Mark Carney a rappelé que les tests de résistance réalisés par la BoE et modélisés sur des scénarios plus sévères qu'un Brexit sans accord, avaient été concluants pour les principales banques britanniques. Selon lui, le système financier britannique est plus solide qu'à aucun moment depuis la crise financière mondiale, avec des ratios de capital près de trois fois et demi plus élevés. La BoE a, selon lui, mis en place « des plans d'urgence pour soutenir la résilience institutionnelle et le fonctionnement du marché en toutes circonstances ».

L'option d'un accord de type EEE serait risquée pour le secteur financier britannique – Lors de son audition au *Treasury Select Committee* du Parlement pour présenter le rapport du *Financial Stability Committee*, le gouverneur de la BoE Mark Carney a exprimé ses craintes pour la stabilité du secteur financier si le Parlement rejetait l'accord de Th. May et cherchait à sortir de l'impasse politique en optant pour un accord type espace économique européen ou « Norvège ». Tout en soulignant que la BoE respecterait toute décision prise par le Parlement, il a déclaré qu'en ce qui concernait uniquement la question de la stabilité financière, perdre l'autonomie de surveillance pendant une longue période serait « hautement indésirable ». Il a argué du fait que le secteur financier du RU est environ 20 fois supérieur à celui de la Norvège et qu'il était beaucoup plus internationalisé.

La FCA reste vigilante sur les décisions de relocalisation des banques du RU en vue du Brexit – Dans une lettre envoyée aux directeurs généraux des banques étrangères établies au RU, la FCA a lancé un avertissement contre toute décision qui nuirait aux intérêts des clients. Megan Butler, directrice exécutive de la FCA pour la supervision, a notamment souligné que le transfert de clients non-UE hors du RU pourrait les exposer à des coûts accrus (taxes en particulier) et à de nouveaux risques. La FCA se dit prête à intervenir « là où des mesures pourraient exposer les clients ou les marchés à des risques inacceptables » et que les clients de ces banques ne pourraient être transférés hors du RU sans que la FCA ait l'assurance que les dirigeants ont correctement pris la mesure des risques. Les décisions des banques doivent être prudentes et se cantonner à des « changements minimaux ». Le directeur de la FCA, Andrew Bailey, a nié que l'avertissement était motivé par des raisons politiques, déclarant au *Treasury Committee* que cette lettre respectait la compétence de la FCA en matière de gestion des entreprises financières.

RÉGLEMENTATION FINANCIÈRE

La fusion PayPal/iZettle est reportée en raison d'une enquête de l'autorité britannique de la concurrence – Alors que la première phase d'enquête de la CMA sur le rachat de la start-up suédoise iZettle par PayPal avait révélé des anomalies, le régulateur britannique a considéré que les réponses apportées par PayPal étaient insuffisantes et qu'il allait soumettre l'opération à une enquête approfondie. La CMA considère que l'opération de fusion de 2,2 Md \$ entre les deux plus gros fournisseurs de paiements mobiles au RU représente un risque de monopole de PayPal qui pourrait avoir des conséquences négatives sur les prix proposés aux clients, et notamment les PME, et sur la qualité des services. L'organisme de surveillance examine également les effets potentiels de la concentration sur le marché émergent des services de paiement « omnicanal » (essai d'un produit en magasin - comparaison des prix - achat en ligne sur le site de la marque) sur lequel PayPal est déjà très présent.

La FCA présente ses conclusions sur les pratiques financières en matière d'arriérés hypothécaire – La FCA [conclut](#) à la nécessité d'une meilleure information des clients victimes d'arriérés hypothécaires à long-terme sur les actions dont ils disposent. La FCA encourage à un dialogue plus poussé avec les prêteurs dès le premier signe de difficultés financières et à une plus grande tolérance de ces derniers. Un dialogue en amont permettrait aux clients de bénéficier de plus de temps et d'options. J. Bennett, directrice des prêts hypothécaires chez UK Finance, a salué un rapport positif de la FCA qui n'a pas relevé de préjudices majeurs pour les clients dans l'action des institutions financières, même si certaines incohérences dans les pratiques de gestion des arriérés des entreprises demeurent.

BANQUES

La plateforme de prêt Zopa obtient une licence bancaire de la FCA – Zopa, qui propose déjà des projets d'investissement et des prêts à près d'un demi-million de clients, prévoit de se lancer dans la banque numérique via une offre de comptes d'épargne à terme fixe, de cartes de crédit et une application de gestion financière, à partir de l'année prochaine. Elle pourra ainsi faire face à ses concurrents tels qu'Atom Bank, Monzo, Starling ou Tandem. Zopa est déjà très concurrentielle sur le marché avec plus de 4 Md £ de prêts à ce jour. La licence consentie par la FCA n'est, à ce stade, que partielle et doit encore faire l'objet d'un examen plus complet des critères d'éligibilité. Ainsi, pour l'instant, les comptes d'épargne proposés par Zopa ne seront couverts par le fonds de garantie des dépôts qu'à hauteur de 85 000£ par personne. Pour Jaidev Janardana, directeur général de Zopa, l'acquisition de cette licence bancaire est le point de départ pour que Zopa devienne un acteur important de la banque de détail.

FINTECH

Banques et opérateurs mobiles s'unissent contre les escroqueries par SMS – Une initiative conjointe des quatre opérateurs mobiles britanniques (EE, O2, Three et Vodafone), *SMS Phishguard*, vise à lutter contre les escroqueries par hameçonnage fondées sur des SMS frauduleux impliquant des transferts de fonds vers des comptes bancaires falsifiés. Les banques qui s'inscriront au service devront accompagner leurs messages d'en-têtes sécurisées qui empêcheront les fraudeurs de les utiliser et assureront leurs clients de la fiabilité du message. Il s'agit de la première initiative intersectorielle de ce genre entre Mobile UK, l'association professionnelle des opérateurs de réseaux mobiles, Mobile Ecosystem Forum, l'organisme professionnel mondial de messagerie, et UK Finance, l'association professionnelle pour le secteur bancaire. Près de 35 000 cas de fraude par paiement instantané autorisé ont été recensés entre janvier et juin 2018 (145 M £ de préjudice). Cette initiative complète celle de la FCA sur la vérification des bénéficiaires de virements et témoigne de l'implication des entreprises face à la cybercriminalité.

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service économique régional de Londres (adresser les demandes à londres@dgtrésor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité

Le Service économique régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.



Directeur de la publication : Jean-Christophe Donnellier
Service économique régional de Londres
Ambassade de France au Royaume-Uni

Adresse : 58 Knightsbridge, London, SW1X 7JT

Rédigé par : Marianne Carrubba, Robin Fournier, Louis Martin et Laura Guenancia

Revu par : Philippe Guyonnet-Dupérat

Version du 06 décembre 2018